

L'U. N. E. F. et..:

L'UNIVERSITÉ DE FRANCE

Les 11, 12 et 13 novembre à Royaumont, l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) et l'Union des Grandes Ecoles (U.G.E.) avaient convié une centaine d'industriels, de fonctionnaires, d'universitaires, à s'interroger sur « l'adaptation de notre enseignement supérieur aux besoins de l'Economie Nationale ».

Problème d'actualité certes, mais problème auquel nulle réponse satisfaisante n'a été encore portée.

DE quoi s'agit-il en fait ? Rien de moins que de définir « *la fonction de l'Université dans la France d'aujourd'hui* ». Les structures qui régissent l'Enseignement Supérieur en France avaient pour but de former surtout des enseignants du second degré et quelques chercheurs. Or, sous la poussée conjointe de la *démographie* et des *besoins en cadres*, il semble que ce rôle ne corresponde plus à la réalité. Les étudiants sont 220.000 cette année. Ils seront 430.000 en 1965 et 600.000 en 1970. Ils ne se destinent pas tous au professorat : beaucoup espèrent entrer dans l'industrie, le commerce ou l'administration.

D'autre part, les industriels, l'Etat, l'économie en général, font de plus en plus appel aux diplômés de l'Université. L'employeur quel qu'il soit devra, la plupart du temps, donner une formation professionnelle pendant un an ou deux au jeune diplômé, car celui-ci n'en a aucune.

Est-ce normal ? La réponse ne peut être que non, car personne ne nie que le rôle de l'Université est aussi de former des cadres techniques et administratifs, et elle n'accomplit cette tâche que dans une faible mesure.

Encore faut-il que l'on s'entende sur la notion de cadre. M. CAPET, professeur d'Economie Politique, devait faire remarquer au colloque que l'étudiant ne sera pas nécessairement un cadre de

direction. Il est évident qu'une personne destinée à diriger une entreprise ou des hommes doit posséder des qualités humaines et intellectuelles qui ne s'acquièrent pas nécessairement dans un amphithéâtre ou derrière des éprouvettes de laboratoires.

Actuellement, il faut se pénétrer de cette idée que l'étudiant est en faculté *d'abord* pour apprendre un métier spécialisé, à haute qualification. Plus tard, dans l'entreprise, certains deviendront des cadres de direction, tandis que d'autres resteront des agents qualifiés. De plus en plus dans l'entreprise moderne se juxtaposent, ainsi, des cadres de direction et des cadres spécialisés. Il n'est pas sûr que l'étudiant sortant de l'Université soit préparé à s'adapter à cette évolution.

D'autre part, la culture prend un caractère nouveau. Le but de l'enseignement supérieur n'est pas de former des érudits, mais des hommes « *capables de s'insérer dans leur milieu et leur profession...* ». Nécessité absolue pour notre vieille Université de s'intéresser à la destinée professionnelle de l'étudiant. L'Université est autonome et c'est ce qui peut, dans l'esprit le plus large et sans arrière-pensée, préparer un cadre capable de s'adapter dans diverses entreprises, alors que jusqu'à ce jour, les entreprises elles-mêmes et la plupart des grandes écoles ont une vue beaucoup plus étroite et par conséquent dangereuse pour la formation de l'étudiant.

Comment parvenir à un tel résultat ?

Il est nécessaire, tout d'abord, de développer l'enseignement dirigé, *par groupes de moins de 40 élèves* tel qu'il se pratique dans certains certificats de Sciences, à la Sorbonne, ce qui limitera l'enseignement magistral qui correspond de moins en moins aux besoins actuels sans pour cela le supprimer.

Il faut ensuite créer des enseignements groupés par année plutôt que maintenir l'enseignement par

unité que nous connaissons actuellement (certificats) et qui ne permettent pas de *faire le lien entre les divers aspects d'une discipline*. On posséderait ainsi à la fin de la licence un enseignement fondamental dans la spécialité choisie. Mais avant de passer dans le secteur professionnel, l'étudiant devrait se préparer plus directement à sa profession et à son insertion dans le milieu social dans les « Instituts d'Universités », instituts pédagogiques pour les futurs professeurs, instituts de préparation aux carrières d'ingénieurs, de sociologues, de journalistes, d'administrateurs, de gestion des entreprises, etc.. Ces instituts ne seraient pas cloisonnés et plusieurs facultés pourraient collaborer. Ceci demande que la réforme de l'Université soit conçue comme un ensemble et non comme une série de petites réformettes de détails.

Au cours de cette préparation professionnelle, l'étudiant serait mis en contact avec l'industrie ou l'administration par les *stages*. On a beaucoup discuté de stage, à Royaumont... Les industriels ont convenu qu'ils ne faisaient pas tout ce qu'ils pouvaient pour servir le stagiaire et l'aider. Le stage exige une collaboration constante entre professeurs et industriels. Nous n'en sommes pas encore là et si le colloque a constaté les carences, les solutions

restent à trouver.

D'autre part, il serait très intéressant pour l'Université que des ingénieurs et des administrateurs, au bout d'un certain temps, viennent enseigner dans les facultés pendant un ou deux ans, ce qui permettrait un courant d'échanges très fructueux.

C'est donc une *réforme d'ensemble* que demandent les étudiants et certains participants, mais les Universitaires ne semblent pas tous d'accord. Ils ont mis en avant toutes les réformes de détail déjà réalisées dans l'Enseignement Supérieur, et ils ont souligné que tant qu'il n'y aura pas plus de crédits, toutes les réformes n'auront qu'une faible portée.

Nous sommes d'accord avec eux, mais nous aurions aimé qu'ils fassent preuve d'un peu plus d'esprit d'invention et qu'ils s'entendent avec leurs étudiants pour réformer des structures qui freinent une adaptation nécessaire et même impérieuse.

Réformer des structures et demander des crédits vont de pair et les dissocier risque d'être bien néfaste à la « vieille dame » qu'est l'Université française.

J. MOREAU